**Modèle de lettre à adresser aux gouvernements/ministère de l’Education/ministère des Affaires étrangères**

Le [date]

Monsieur/Madame le/la Président(e)/ministre,

En tant que représentant des enseignant(e)s et des travailleurs/euses de l’éducation, notre syndicat suit de près les négociations sur un nouveau programme de développement mondial pour l’après-2015. Nous vous adressons la présente lettre car nous reconnaissons l’influence considérable qu’exerce notre gouvernement sur ce processus.

Bien que l’objectif proposé en matière d’éducation renferme un certain nombre d’éléments positifs, notamment « l’achèvement d’un cycle complet d’enseignement primaire et secondaire gratuit, équitable et de qualité » (cible 4.1), des lacunes importantes subsistent.

Premièrement, nous sommes préoccupés par le fait que le rôle crucial des enseignant(e)s a été passé sous silence. Une «éducation équitable de qualité» ne peut être dispensée en l’absence d’un nombre suffisant d’enseignant(e)s possédant une formation professionnelle, qualifié(e)s, soutenu(e)s de manière adéquate et motivé(e)s. La pénurie mondiale d’enseignant(e)s, de plus de cinq millions rien que dans l’enseignement primaire, et aggravée par le manque d’attrait de la profession, exige des mesures urgentes.

Deuxièmement, nous proposons d’ajouter une référence à «neuf années au moins de scolarité obligatoire» à la cible 4.1, conformément à la recommandation de l’UNESCO.

Troisièmement, nous recommandons d’employer l’expression « éducation et soins de la petite enfance *»*, qui reconnaît que le droit à l’éducation est un droit conféré dès la naissance, et d’ajouter une référence à une année d’enseignement pré-primaire gratuit, comme le propose l’Accord de Mascate.

Considérant les points précités, nous demandons instamment que les amendements annexés soient apportés à la proposition actuelle.

Enfin, nous souhaitons souligner que l’objectif relatif à l’éducation doit être soutenu par une cible vigoureuse en matière de financement. Telle sera notre principale exigence lors de la 3e Conférence internationale sur le financement du développement, qui se tiendra à Addis-Abeba en juillet et qui réunira la communauté internationale.

Nous sommes, bien entendu, disposés à discuter de ces propositions d’amendements; dans ce cas, nous vous prions de contacter XXX.

Ce processus est pour nous une priorité et nous tenons à tout mettre en œuvre pour soutenir l’engagement et les contributions de notre pays aux décisions qui seront prises en faveur d’un nouveau cadre mondial de développement durable qui nous touchera tous.

Je vous prier d’agréer, Monsieur/Madame le/la Président(e)/ministre, l’expression de ma très haute considération.